

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 décembre 2024

L'agence française de l'Internationale fasciste a son gouvernement.

Macron et Bayrou vous adresse leurs bons vœux en vous faisant un bras d'honneur avec au bout une matraque, le symbole d'un régime tyrannique.

Qu'est-ce qui leur permet une telle audace, de se livrer ouvertement à une telle provocation ?

On a fourni la réponse tout au long des causeries de l'année écoulée, en vain, puisque personne n'a souhaité rejoindre le courant politique que j'anime, à croire que vous aurez le gouvernement que vous méritez, hélas, surtout pour ceux qui n'y sont pour rien dont je fais partie !

C'est une question taboue pour les militants du mouvement ouvrier. Vous ne devinez pas pourquoi ? Dommage, le pire est à venir, tant pis pour ceux qui sont déjà les plus mal lotis, leur condition va encore gravement se dégrader, quant aux autres, tant mieux d'une certaine manière, cela les forcera peut-être à réfléchir, à revoir leur copie et à réagir, s'ils en sont encore capables, il faut l'espérer, c'est tout ce qu'on peut leur souhaiter et se souhaiter par la même occasion, car nous sommes tous embarqués dans la même galère !

Bonne nouvelle, ils ont enfin découvert l'origine des aléas météorologiques... ou presque : le soleil !

On savait déjà que, depuis le 15 octobre 2024, le Soleil avait atteint sa phase d'activité maximale et que celle-ci pourrait durer un an.

Une étude internationale publiée dans Science et relayée par Newsweek rappelle quant à elle qu'une super éruption solaire se fait attendre. D'après les données collectées, ces événements surviennent environ tous les cent ans. Ils provoquent des aurores boréales, mais ont aussi des conséquences très néfastes.

« *Ces nouvelles données nous rappellent brutalement que même les événements solaires les plus extrêmes font partie du répertoire naturel du Soleil* », a exprimé Natalie Krivova, physicienne solaire à l'institut Max-Planck de recherche sur le Système solaire (MPS) à Göttingen (Allemagne) et co-autrice de l'étude. (Du « *du répertoire naturel* » du système solaire dans lequel figure la Terre, elle en est donc impactée, par exemple avec des périodes de refroidissement ou de réchauffement, chut ! – J-C)

Pour arriver à ce résultat, elle et son équipe ont analysé les informations de 56.450 étoiles collectées par le télescope spatial Kepler de la NASA entre 2009 et 2013.

Seules celles issues de 2.527 étoiles semblables au Soleil ont été retenues. Sur cette base réduite, 2.889 super éruptions ont pu être constatées, ce qui a finalement permis de calculer cette fréquence d'apparition des super éruptions dans l'espace pour les étoiles similaires au Soleil. « *Nous avons été très surpris de constater que les étoiles semblables au soleil sont sujettes à des super éruptions aussi fréquentes* », a déclaré Valeriy Vasilyev, chercheur au MPS et co-auteur de l'étude.

On parle de super éruptions lorsqu'elles relâchent entre 10^{34} et 10^{36} ergs d'énergie (1 erg équivalent à 100 nanojoules). À titre de comparaison, les éruptions classiques, elles, libèrent environ 10^{27} ergs, tandis que la bombe atomique larguée sur Hiroshima n'en avait produit que 10^{20} ergs. Or, « *entre 1996 et 2012, 12 éruptions solaires avaient une énergie bolométrique supérieure à 10^{32} ergs, mais aucune n'était supérieure à 10^{33} ergs* », ont noté les chercheurs. 20 Minutes/AFP 23 décembre 2024 (Bref, « *supérieure à 10^{32} ergs* » pour ne pas dire 10^{33} ergs, parce qu'à partir de 10^{34} il s'agirait d'une super éruption qui pourrait peut-être expliquer bien des phénomènes climatiques inexplicables qu'ils imputent à l'activité humaine, idéologie oblige. – J-C)

Totalitarisme. Ministère de la Vérité. Guerre idéologique. L'ONU en agent des Young leaders du journalisme.

J-C – Pourquoi tiennent-ils absolument à formater des journalistes amateurs ou autoproclamés ?

Personnellement, depuis août 1996 que je fais ces causeries, je livre aux lecteurs des infos fiables et vérifiables en leur fournissant les sources, sinon ils peuvent facilement les trouver sur le Net.

Il m'arrive assez souvent de me livrer à un travail d'investigation pour compléter les infos dont je dispose, car j'estime qu'elles sont insuffisantes pour se prononcer sur un évènement, en obtenant à la source des informations supplémentaires sur certains protagonistes on parvient à démêler le vrai du faux. C'est juste une question de volonté ou de détermination, de temps à y consacrer, parfois on passe 2 heures sur un seul sujet, on ne peut pas se permettre d'approximations ou d'infos rapportées. Finalement, tout dépend si on sert ou non la vérité, c'est donc aussi une question de principe, de morale.

Nos ennemis sont des canailles de la pire espèce, des voleurs par nature doublés de criminels sans scrupules, donc mentir, tricher, manipuler, tromper les gens ne les gêne pas le moins du monde, seul le profit ou le fric, le pouvoir comptent pour eux, avec un idéal aussi misérable, ils peuvent tout se permettre, et ils se foutent de ce qu'on pensera d'eux, cela ne les empêchera pas de dormir. Mais pour nous il en va tout autrement. Eux, ils bénéficient du capital confiance qu'inspire leur statut social supérieur auprès de la population, cela se traduit par un culte du pouvoir qu'ils cultivent lié à leur idéologie, tandis que nous, nous n'inspirons que méfiance, on doit se démener comme ce n'est pas possible pour obtenir un semblant de confiance de la part d'un travailleur. Bien que nous soyons animés par l'idéal humaniste le plus élevé, par les meilleures intentions du monde et qu'on soit d'une honnêteté et d'une sincérité irréprochables, on nous traite avec mépris ou comme n'importe lequel de ces salopards de journalistes qui leur mentent quotidiennement ou qu'ils croient sur parole.

C'est très désagréable et ingrat comme travail, très frustrant et injuste au demeurant, parce qu'on n'a pas mérité un pareil traitement, mais on comprend pourquoi. Il faut juste ne pas en faire une

affaire personnelle. On fait ce qu'on a affaire le mieux possible, ensuite on n'est pas comptable des réactions ou du résultat, on a la conscience tranquille. On regrette évidemment que les choses se passent de la sorte, mais on n'y est pour rien, on a fait notre devoir, personne ne peut nous reprocher quoi que ce soit sur le fond, on n'a pas trahi notre idéal, donc il vit toujours, c'est l'essentiel, il triomphera un jour ou l'autre ou nous périrons tous.

Mon expérience et mes connaissances, ainsi que mon esprit critique suffisent pour éviter les pièges de la désinformation provenant en priorité des médias mainstream, ceux des médias ou des réseaux sociaux sont en général si grotesques ou caricaturaux qu'on les perçoit au premier coup d'œil. Il peut arriver qu'on se fasse encore avoir, mais c'est extrêmement rare, parce qu'on s'entoure de précautions éprouvées avant de publier quelque chose.

A ne pas confondre avec les mensonges des médias ou des autorités qu'on publie en tant que tels, ce qui signifie que personne n'est censé ignorer que ce sont des infos frauduleuses, sauf à être idiot, cela existe vous me direz, effectivement, mais on ne peut rien pour eux, chacun doit le comprendre, je ne prends pas les lecteurs pour des abrutis, bien au contraire.

Ces gens-là veulent former les journalistes à leur idéologie, de manière à ce qu'ils censurent ou attaquent tout ce qui n'est pas conforme au discours dominant, qui ne doit pas parvenir à la connaissance de la population, car elle pourrait s'en servir pour lutter contre les régimes en place.

"Être une voix de confiance en ligne" : pour lutter contre la désinformation, l'Unesco propose une formation inédite aux influenceurs du monde entier - francetvinfo.fr 23 décembre 2023

L'Unesco a dispensé, pendant un mois, une formation à destination des influenceurs du monde entier pour lutter contre la désinformation et les discours de haine en ligne. Plus de 9 000 inscrits, venus de 160 pays, l'ont suivie.

Deux tiers des influenceurs ne vérifient pas leurs sources, mais veulent apprendre à le faire : c'est ce qui ressort d'une enquête de l'Unesco publiée début novembre.

Pour répondre à cette problématique, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'est associée avec le Knight Center for Journalism in the Americas, rattaché à l'université d'Austin au Texas. Ils ont conçu la première formation mondiale à destination des créateurs de contenu. Une formation disponible sur internet dans quatre langues (anglais, espagnol, portugais et français) et intitulée *"How to be a trusted voice online"*, à traduire : *"comment être une voix de confiance en ligne."*

Le contenu de la formation a été conçu par des experts en éducation aux médias et à l'information. Parmi eux, Enrique Anarte Lazo, journaliste indépendant basé à Berlin et très présent sur les réseaux sociaux. C'est l'Unesco qui l'a contacté pour participer aux modules : *"La désinformation en ligne est l'une des problématiques les plus importantes de nos jours. Je suis très heureux que l'Unesco s'en saisisse."*

"Aujourd'hui, une majorité de la population s'informe sur les réseaux sociaux. Et sur les réseaux sociaux, les internautes ne considèrent pas forcément les médias traditionnels comme leur principal relais d'information. Ils font de plus en plus confiance aux créateurs de contenus." Cette confiance aveugle des abonnés se traduit souvent par une absence de fact-checking.

À terme, la volonté de l'Unesco est de poursuivre le travail engagé avec les bénéficiaires de cette formation pour créer une communauté de référents, poursuit Adeline Hulin, cheffe du service

d'éducation aux médias et à l'information de l'Unesco : "*À l'heure de la désinformation et des discours de haine, si les créateurs de contenus travaillent avec nous pour disséminer ces bonnes pratiques, expliquer à leur audience comment ils créent l'information, comment ils la vérifient, on n'aura pas gagné toute la bataille, mais, en tout cas, on évolue vers quelque chose de plus positif.*"
francetvinfo.fr 23 décembre 2023

Qui est Enrique Anarte Lazo ?

Un des agents de la Fondation Thomson Reuters qui relaie l'idéologie de la classe dominante impulsée depuis Davos. Sa personnalité se passe de commentaire.

Fondation Thomson Reuters - Enrique Anarte Lazo est un journaliste espagnol actuellement à la tête de la chaîne TikTok de la Fondation Thomson Reuters, la chaîne d'information primée Openly, la plateforme d'information LGBTQ mondiale de TRF. Il a couvert des histoires queer et sur les droits de l'homme de plus de 15 pays et a déjà rapporté pour Reuters, NBC News et DW, entre autres. Il est également ambassadeur de l'initiative MediaWise de l'Institut Poynter, où il se concentre sur la désinformation/désinformation ciblant les personnes LGBTQ. Sur ses chaînes personnelles TikTok et Instagram, il explique des informations sur la politique européenne, les sujets queer et la désinformation.

<https://www.journalismfestival.com/speaker/enrique-anarte-lazo>

Fondation Thomson Reuters.

Thomson Reuters est une agence de presse canado-britannique et une société d'édition professionnelle, financière et juridique principalement. La famille Thomson était la plus riche ou l'une des plus riches du Canada.

Le Knight Center for Journalism in the Americas.

Depuis sa création en 2002, le Knight Center for Journalism in the Americas a été un leader mondial dans les cours de journalisme en ligne. Avec une portée mondiale couvrant plus de 200 pays et territoires, notre programme d'enseignement à distance a formé plus de 325 000 participants dans le monde entier.

Des journalistes renommés et des formateurs experts, nos cours assurent une expérience éducative de premier plan destinée aux journalistes qui affinent leur art ainsi qu'aux citoyens désireux de s'engager dans le journalisme et la démocratie.

<https://journalismcourses.org/about-us/>

Quand le journalisme d'investigation est supervisé par l'USAID (CIA) et le Pentagone, Soros et Cie.

OCCRP : Le plus gros réseau d'investigation au monde sous perfusion américaine - France-Soir 17 décembre 2024

Cette mainmise des États-Unis n'est pas vraiment surprenante, puisqu'elle est à l'origine même de l'organisation. Bien que Drew Sullivan ne parle que des Nations Unies (ONU), l'OCCRP a en réalité été fondée grâce au soutien de David Hodgkinson, haut gradé de l'armée états-unienne, et à l'argent du Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL), le bureau de coopération policière et judiciaire du département d'État. Pour que ce soit plus discret, ce dernier a simplement transféré ses fonds à l'USAID, l'Agence des États-Unis pour le développement international, qui est devenu fournisseur officiel.

Originellement, les liens entre l'OCCRP et l'armée américaine sont donc étroits. Et, dans ses premières années d'exercice, l'organisation a été intégralement financée par Washington, et l'Open Society Foundations du milliardaire progressiste George Soros, l'empêchant donc de mener la moindre enquête sur les États-Unis.

Plus tard, l'OCCRP bénéficiera de financements plus divers : depuis sa création, il a reçu 1,1 million de l'Union européenne et 14 millions versés par six pays européens, dont le Royaume-Uni (7 millions), la Suède (4 millions), le Danemark, la Suisse, la Slovaquie et la France. Malgré tout, les États-Unis restent loin devant, avec 47 millions d'euros, soit 52 % du total entre 2014 et 2023. Alors, quand les dirigeants de l'OCCRP affirment que ces financements ne compromettent pas l'indépendance des enquêtes, on a du mal à y croire...

Aujourd'hui, non seulement Washington dispose d'un droit de veto sur les nominations des hauts responsables de l'OCCRP, mais en plus l'organisation n'a pas le droit d'enquêter sur les États-Unis avec les fonds américains.

Le journalisme d'investigation, aussi prestigieux soit-il, peut être un outil diplomatique au service des intérêts géopolitiques. L'OCCRP, bien qu'indépendante sur le papier, devient ainsi vecteur d'influence, un maillon de la politique étrangère des États-Unis. D'ailleurs, tous ne s'en cachent pas : selon Michael Henning, fonctionnaire de l'USAID, « *nous devons nous assurer que le travail de l'OCCRP est aligné avec les intérêts des États-Unis* ». Résultat, de nombreux financements américains sont destinés à des enquêtes spécifiquement ciblées sur des pays qui n'ont pas les faveurs de Washington, comme la Russie ou le Venezuela.

<https://edition.francesoir.fr/politique-monde/occrp-le-plus-gros-reseau-d-investigation-au-monde-sous-perfusion-americaine>

Comment les régimes occidentaux suppôts de nazis ukrainiens et sionistes encouragent de dangereux psychopathes à passer à l'action.

Lu. Dans une attaque qui a choqué l'Allemagne et au-delà, une voiture a foncé dans la foule lors d'un marché de Noël à Magdebourg, vendredi soir, causant la mort de deux personnes et blessant plus de 60 autres. Le suspect, identifié comme Taleb Al-Abdulmohsen, un réfugié d'origine saoudienne, a été rapidement arrêté par les autorités.

Selon Reiner Haseloff, chef du gouvernement de Saxe-Anhalt, cet attentat ne serait pas une coïncidence mais une « *synchronisation temporelle* » visant des objectifs politiques en pleine période sensible. Taleb Al-Abdulmohsen, un médecin de 50 ans, se présente comme athée, critique virulent de l'islamisation sur les réseaux sociaux, sympathisant avec les idées de l'AfD, le parti d'extrême droite, et également pro-sionisme.

Ancien réfugié devenu citoyen allemand, Al-Abdulmohsen avait une présence active sur les réseaux sociaux où il exprimait des opinions critiques envers l'islam tout en affichant son soutien explicite à Israël et au Premier ministre Benjamin Netanyahu. Il a notamment déclaré : « *La véritable réconciliation n'aura lieu que si nous nous excusons auprès des Juifs pour ce que le prophète Mahomet leur a fait.* »

Ses publications incluaient également des retweets de figures israéliennes influentes, telles que le porte-parole de Tsahal pour les médias arabes et des militants pro-israéliens comme Guy Tel Aviv et se demandant « *pourquoi Israël attend-il une deuxième frappe iranienne pour écraser le régime iranien ?* ». Les messages, souvent empreints d'islamophobie, ont également mis en avant une admiration pour la politique israélienne concernant les territoires occupés en Syrie, au Liban et en Palestine.

L'homme s'est également illustré par son soutien aux droits LGBT. Il a salué le déploiement du drapeau arc-en-ciel à Gaza, déclarant : « *Le premier drapeau gay a été hissé à Gaza après la fin de l'occupation islamique.* » (La photo prise à Gaza figurait dans l'article - J-C)

L'Arabie saoudite, qui avait réclamé l'extradition de Taleb Al-Abdulmohsen, le considère comme un traître. Les autorités allemandes avaient refusé cette demande, invoquant des préoccupations relatives aux droits de l'homme et à la liberté d'expression. Cette décision est aujourd'hui vivement critiquée, notamment sur les réseaux sociaux où des utilisateurs dénoncent une « *destruction de l'Europe de l'intérieur* ».

Internationale nazi. Netanyahu peut continuer à massacrer des peuples et détruire des pays en toute impunité, et inspirer tous les criminels de la planète.

Guerre au Proche-Orient : Après le Hamas et le Hezbollah, Benjamin Netanyahu menace les Houthis du Yémen - 20 Minutes/AFP 22 décembre 2024

Comme le Hamas palestinien, des groupes irakiens ou le Hezbollah libanais, les Houthis du Yémen sont dans le viseur du Premier ministre israélien. « *De la même manière que nous avons agi avec force contre les bras armés de l'axe du mal iranien, nous agirons contre les Houthis [...] avec force, détermination et sophistication* », a déclaré Benjamin Netanyahu au lendemain d'une frappe des rebelles du Yémen ayant fait 16 blessés à Tel-Aviv. « *Même si cela prendra du temps, le résultat sera le même qu'avec les autres groupes terroristes.* » 20 Minutes/AFP 22 décembre 2024

Après avoir produit des monstres en série, ils les liquident.

J-C- Malheur à tous ceux qui se sont laissé prendre au piège ! Seul point positif, à cette occasion on aura pu recenser les acteurs politiques qui s'en étaient faits les complices, et qui dès lors seront demain totalement discrédités. Les chirurgiens qui pratiquent ces opérations et les médecins qui les encadrent font penser aux médecins sadiques du régime nazi des années 40.

Etats-Unis : Donald Trump veut « stopper le délire transgenre » et les « mutilations sexuelles des enfants » - 20 Minutes/AFP 23 décembre 2024

Le 47^e président américain élu a annoncé ce dimanche vouloir arrêter le « *délire transgenre* » dès son premier jour à la Maison Blanche le mois prochain. « *Je signerai des décrets pour mettre fin aux mutilations sexuelles des enfants, exclure les transgenres de l'armée et les exclure des écoles primaires, des collèges et des lycées* », a martelé le prochain président américain.

« *La politique officielle des Etats-Unis sera qu'il n'y a que deux genres, homme et femme* », a poursuivi le vainqueur de la présidentielle du 5 novembre devant une foule de jeunes conservateurs réunis à Phoenix, dans le sud-ouest du pays.

Le « *wokisme doit s'arrêter* », a encore dit le républicain sous les applaudissements de la foule.

Internationale fasciste. Manipulation des masses pour créer les conditions d'un coup d'Etat.

En Serbie, une marée humaine défile à Belgrade contre le gouvernement après un drame dans une gare - Le HuffPost 23 décembre 2024

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté ce dimanche 22 décembre à Belgrade pour exiger que les dirigeants serbes assument leurs responsabilités dans l'effondrement le mois dernier du toit d'une gare ferroviaire dans le nord de la Serbie, qui a causé la mort de quinze personnes.

Le rassemblement de dimanche dans la capitale serbe, organisé par des étudiants, a commencé par quinze minutes de silence en hommage aux victimes, a constaté l'AFP.

Les manifestants, dont le nombre a été évalué à 29 000 par le ministère de l'Intérieur, ont occupé la place Slavija, bloquant ainsi pratiquement tout le centre-ville. Ils réclamaient la démission du Premier ministre Milos Vucevic ainsi que du maire de Novi Sad à la suite de la catastrophe et que les responsables dans cette affaire comparaissent devant les tribunaux.

Les étudiants demandent en outre que ceux qui les ont agressés au cours des précédentes manifestations soient jugés et l'annulation des poursuites contre leurs camarades qui ont participé aux rassemblements.

Samedi, le président serbe Aleksandar Vucic a affirmé qu'il ne reculerait pas face aux manifestants. Le HuffPost 23 décembre 2024

Totalitarisme. Big Brother vous surveille ou l'absence de liberté se propage.

Montluçon adopte la vidéoverbalisation - 20 Minutes 22 décembre 2024

Ce mercredi, le conseil municipal de Montluçon (Allier) a définitivement validé la vidéoverbalisation. Le principe avait été voté lors d'une session en septembre 2023, mais ce nouvel acte promet l'application de sanctions dès l'année prochaine, rapportent nos confrères de La Montagne. Cette décision divise les élus.

Il y a actuellement plus d'une centaine de caméras qui scrutent les faits et gestes des automobilistes montluçonnais et bientôt, elles serviront à dresser leur contravention. En phase de test depuis un an,

le projet de vidéoverbalisation passe à la vitesse supérieure. Selon ses partisans, les infractions visées sont celles qui mettent en danger les usagers. 20 Minutes 22 décembre 2024

L'Internationale fasciste sauvera-t-elle le capitalisme ?

Une «arnaque complète» : Trump menace de reprendre le contrôle du canal de Panama - RT 22 déc. 2024

«Si les principes, à la fois moraux et légaux, de ce geste magnanime de don ne sont pas respectés, alors nous exigerons que le canal de Panama nous soit restitué, en totalité et sans poser de questions», a déclaré ce 22 décembre Donald Trump sur Truth Social, après avoir accusé le Panama de facturer des tarifs *«exorbitants»* pour l'utilisation du canal.

«Cette arnaque complète de notre pays va immédiatement cesser», a-t-il encore lancé, affirmant que le canal était considéré comme un *«atout national vital»* pour les États-Unis.

«Notre marine et notre commerce ont été traités de manière particulièrement injuste et peu judicieuse. Les droits facturés par le Panama sont tout simplement ridicules, surtout quand on connaît l'extraordinaire générosité dont les États-Unis ont fait preuve à l'égard du Panama», a déclaré Donald Trump.

Les États-Unis sont le plus grand utilisateur du canal de Panama, puisqu'ils représentent environ *«les trois-quarts du fret»* qui y transite chaque année, a noté Bloomberg. *« En deuxième position se trouve la Chine, pour laquelle Donald Trump a déclaré dans son message que le canal n'était «pas destiné».*

Le canal de Panama a ouvert en 1914, après deux périodes d'une dizaine d'années de travaux, l'une sous impulsion française, l'autre américaine.

En 1999, les États-Unis ont restitué au Panama le contrôle complet du canal, à la suite de traités signés en 1977 entre le président américain Jimmy Carter et le dirigeant panaméen Omar Torrijos. Une décision critiquée par Donald Trump dans son message.

L'Internationale fasciste. La guerre sera économique ou ne sera pas.

Normes européennes : le Qatar menace d'interrompre ses livraisons de gaz à l'UE - RT 22 déc. 2024

Dans une interview au Financial Times (FT) publiée ce 22 décembre, le ministre de l'Énergie du Qatar Saad al-Kaabi a averti que l'émirat pourrait cesser de fournir l'UE en gaz si ses États membres appliquaient strictement une nouvelle directive qui impose aux grandes entreprises *«un devoir de vigilance en matière de durabilité».*

«Si je perds 5% de mes revenus en allant en Europe, je n'irai pas en Europe... Je ne bluffe pas», a mis en garde Saad al-Kaabi auprès du FT. *«Il s'agit de l'argent du peuple, je ne suis donc pas prêt à*

perdre une telle somme. Et personne ne peut accepter de perdre une telle somme», a insisté celui qui est également le directeur général de la société nationale de pétrole et de gaz Qatar Energy.

Santé.

Dévoiler la vérité : démêler les origines et l'impact de la pandémie - debriefing avec Charles Rixey - France-Soir 17 décembre 2024

Dans ce débriefing, Charles Rixey, ancien officier des Marines des États-Unis et spécialiste des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN), partage ses réflexions sur les sujets controversés de l'origine du virus, l'impact de la pandémie de COVID-19 et le lien avec le rapport du Congrès. L'entretien aborde les origines artificielles du virus, la réponse mondiale et les effets à long terme des vaccins à ARNm.

<https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/devoiler-la-verite-demeler-les-origines-et-l-impact-de-la-pandemie>

Etat juif colonial génocidaire.

«À Gaza, ce n'est pas une guerre, mais de la cruauté», s'insurge le pape François - RT 22 déc. 2024

«C'est avec douleur que je pense à Gaza, à tant de cruauté, aux enfants mitraillés, aux bombardements d'écoles et d'hôpitaux. Combien de cruauté», a déclaré ce 22 décembre le pape François à l'issue de la prière dominicale de l'Angélus.

La veille, lors de son discours annuel de Noël, le souverain pontife avait déjà condamné les frappes israéliennes à Gaza, affirmant qu'elles n'étaient pas de la guerre, mais de la «cruauté». *«Hier, des enfants ont été bombardés. C'est de la cruauté. Ce n'est pas la guerre. Je tenais à le dire parce que cela me touche au cœur»,* a déploré le pape.

Au cours des dernières 24 heures, 32 personnes ont perdu la vie et 54 autres ont été blessées lors de quatre frappes israéliennes ayant ciblé la bande de Gaza.

Dans son bulletin quotidien, le ministère de la Santé de Gaza a également fait savoir que le bilan de l'agression israélienne s'établissait à *«45 259 morts et 107 627 blessés depuis le début des frappes, le 7 octobre 2023»*. *«La guerre à Gaza a fait des milliers de morts et plus de 11 000 disparus, alors que la famine et la destruction frappent durement les populations, en particulier les enfants et les personnes âgées»,* a indiqué la même source.

Israël tue les Palestiniens et laisse les cadavres dans les rues pour être dévorés par les chiens - Réseau International 22 décembre 2024

La Défense civile a confirmé dans un communiqué que l'armée d'occupation continue de tuer des citoyens dans la bande de Gaza, et laisse leurs corps dans les rues et les routes, et empêche les équipes et les équipes de secours médicaux de les atteindre et de les évacuer, refusant de les enterrer pour préserver la dignité des martyrs et des morts.

Elle a expliqué que l'armée d'occupation, dans toutes les zones où elle pénètre, empêche la défense civile et les équipes médicales d'atteindre les corps des martyrs, affirmant qu'il s'agit de zones de combat dangereuses, et tire directement sur les équipages chaque fois qu'ils s'approchent de ces zones.

<https://reseauinternational.net/israel-tue-les-palestiniens-et-laisse-les-cadavres-dans-les-rues-pour-etre-devores-par-les-chiens/>

La Slovénie exige l'expulsion de l'État hébreu de l'euro à l'horizon 2025 - haaretz.com Déc. 22, 2024

L'organisme de radiodiffusion publique slovène, RTV SLO, a adressé vendredi une lettre à l'Union européenne de radiodiffusion (UER), appelant à la disqualification de l'Eurovision Song Contest 2025.

La lettre faisait suite à une réunion du conseil de l'organisme de radiodiffusion au début de ce mois, au cours de laquelle les membres ont débattu de la question de boycotter la compétition, prévue pour le mois de mai à Bâle, en Suisse, ou de refuser de diffuser la performance d'Israël. En fin de compte, le conseil a décidé d'exiger que l'UER disqualifie l'État hébreu.

L'organisation a souligné que l'Eurovision était un concours entre les organismes de radiodiffusion et non les pays ou les positions politiques. À la suite de cette déclaration, aucun pays ne s'est retiré pour protester contre la participation d'Israël.

La participation israélienne à l'Eurovision 2025 est également confrontée à des menaces potentielles de la part de la législation proposée à la Knesset.

Cette semaine, l'UER a envoyé une lettre à la Commission des affaires économiques de la Knesset, qui délibère sur les projets de loi qui pourraient démanteler la chaîne publique israélienne, Kan.

La lettre avertit que « *la privatisation du Kan conduirait à son retrait de notre union, limiterait le rôle d'Israël dans les événements internationaux comme l'Eurovision, et empêcherait les téléspectateurs israéliens d'accéder à des contenus tels que la Coupe du monde 2026* ».

En réponse à la lettre de l'organisme de radiodiffusion slovène, Kan a fait référence aux commentaires formulés au début de la semaine par l'avocat Alon Gellert, qui représentait le radiodiffuseur public à la commission de la Knesset.

Gellert a averti que les changements proposés à Kan pourraient avoir de graves conséquences, en disant: « *Nous sommes tous conscients des efforts déployés par les organisations antisémites et les militants palestiniens pour exclure l'État hébreu des institutions internationales. L'État israélien lutte inlassablement pour empêcher cette exclusion. Maintenant, par nos propres actions, nous risquons d'atteindre leurs objectifs. L'expulsion d'Israël de l'UER marquerait le premier domino* ».

d'une réaction en chaîne, mettant en danger notre appartenance à de nombreuses organisations internationales, y compris des organismes culturels, universitaires et sportifs ».

Sur la situation politique et sociale en France.

François Bayrou, Premier ministre le plus impopulaire de la Ve République 10 jours après sa nomination - BFMTV 23 décembre 2024

Le centriste est le premier à avoir une cote de popularité aussi basse depuis 1959 pour un Premier ministre fraîchement nommé. Il ne récolte que 34% de satisfaction auprès des personnes interrogées dans un sondage Ifop pour le JDD.

Le gouvernement du capital le plus à l'extrême droite de la Ve République.

Xavier Bertrand : « Je refuse de participer à un gouvernement de la France formé avec l'aval de Marine Le Pen », dans un communiqué sur X du lundi 23 décembre

Gouvernement Bayrou : « La droite au pouvoir sous la surveillance de l'extrême droite »... La Gauche ulcérée - 20 Minutes/AFP 24 décembre 2024

L'annonce du nouveau gouvernement dirigé par François Bayrou a déclenché une salve de critiques acerbes de la part des principales figures de la gauche, dénonçant une alliance implicite avec l'extrême droite et un mépris des urnes.

Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, a qualifié sur X ce gouvernement de « *provocation* » et l'a décrit comme étant « *de droite extrême* ». Marine Tondelier, cheffe des écologistes, a, de son côté, fustigé sur BFMTV « l'indignité » d'un Premier ministre « *qui se met entre les mains de l'extrême droite* ».

Du côté de La France insoumise (LFI), les critiques n'ont pas tardé. Mathilde Panot, présidente du groupe à l'Assemblée nationale, a raillé sur X « un gouvernement rempli de gens désavoués dans les urnes et qui ont contribué à couler notre pays... avec le soutien de Marine Le Pen et du RN ».

Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste, a lui aussi dénoncé sur X un exécutif marqué par « *un 4^e gouvernement toujours inspiré par Emmanuel Macron, par les LR, par le RN et avec Valls en prime ! Un jour sans fin* ». Pour Raphaël Glucksmann, leader de Place Publique, ce nouvel exécutif est un gouvernement « *sous la tutelle de Marine Le Pen* ».

L'ex-député insoumis François Ruffin a quant à lui regretté une équipe composée de « *mercenaires sarkozystes, du pire des années Hollande, mélangés aux macronistes défaits, un gouvernement formé avec l'aval de Marine Le Pen. Voilà une tambouille qui va régaler les Français !* ». Enfin, Pierre Jovet, secrétaire général du PS, a conclu en ironisant : « *Ce n'est pas un gouvernement, c'est une recyclerie !* ».

J-C - Eux, ils ont assurément le gouvernement ou les ministres qu'ils méritaient puisqu'ils n'ont jamais rompu avec les gouvernements précédents, pire, ils y ont collaboré de l'extérieur. C'est la

réaction sur toute la ligne ou le rouleau compresseur de la tyrannie. Macron peut se permettre cette ultime provocation sachant qu'en face il n'existe aucune opposition de gauche organisée digne de ce nom.

J-C - Macron et Beyrou en guise de revanche et de provocation ont retenu parmi les plus réactionnaires, les pires ordures qui ont sévi au cours des dernières décennies dans différents gouvernements.

Nouveau gouvernement : Élisabeth Borne, Manuel Valls, Gérald Darmanin... Voici la liste des ministres de François Bayrou - 20minutes.fr/AFP 23 décembre 2024

Sophie Primas devient porte-parole du gouvernement

Bruno Retailleau reste ministre de l'Intérieur.

Sébastien Lecornu reste ministre des Armées.

Eric Lombard hérite du ministère de l'Economie.

Élisabeth Borne hérite du portefeuille de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur.

Gérald Darmanin devient garde des Sceaux.

Jean-Noël Barrot reste au Quai d'Orsay.

Annie Genevard reste à l'Agriculture.

Rachida Dati reste à la Culture.

Catherine Vautrin reste ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles.

Agnès Pannier-Runacher reste à la Transition écologique.

Laurent Saint-Martin devient ministre du Commerce extérieur.

Manuel Valls hérite du portefeuille des Outre-mer.

Marie Barsacq hérite du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

François Rebsamen hérite de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation.

Aurore Bergé devient ministre de l'Egalité et de la Lutte contre les discriminations.

Leur cible ou leur ennemi : La classe ouvrière.

Réduction du déficit: François Bayrou "ne veut pas cibler les entreprises" - BFMTV 23 décembre 2024

"Je n'ai jamais aimé la mise en accusation des grands groupes. Il faut reconnaître que les grands groupes, les PME et les TPE sont une seule économie [...] Je pense qu'il est nécessaire que tout le monde sache où est le trésor national : ce sont les entreprises qui créent de la richesse et de l'emploi et c'est grâce à elles que nous avons une solidarité nationale [...] Le sentiment que les entreprises ont eu d'être souvent ciblées est négatif pour le pays."

Il écarte la possibilité d'un rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF) dans les prochains mois. « *Je ne veux pas cibler une catégorie, a-t-il répété. [...] J'étais au début pour maintenir l'ISF et exclure de l'ISF l'investissement productif. Si vous investissez dans une usine, dans une part de PME, c'est utile pour le pays, ce n'est pas une rente* ».

« *Il n'y a pas de fiscalité acceptée sans justice. L'équilibre qu'il faut trouver est une fiscalité qui n'empêche pas l'économie de vivre, de se développer, d'ouvrir de nouveaux chantiers et de trouver de nouvelles technologies et il faut une justice.* »

J-C - Pas besoin de commenter, c'est suffisamment explicite. Entre nous, c'est cela qui distingue un régime autocratique ou tyrannique d'une simple dictature institutionnelle ou parlementaire.

Gouvernement Bayrou: Gérald Darmanin est nommé ministre de la Justice - BFMTV 23 décembre 2024

J-C - Après le général (De Gaulle) et le flic président (Sarkozy), voilà le flic ministre de la Justice à laquelle il est préférable de ne pas avoir affaire...

Et un régime oligarchique.

Scission de Vivendi : Vincent Bolloré échappe à 535 millions d'euros d'impôts sur ses actions Canal+ et Hachette - France-Soir 18 décembre 2024

Le 9 décembre dernier, le groupe Vivendi a entériné sa scission en trois entités distinctes, toutes cotées en Bourse depuis lundi. Le groupe Bolloré, qui contrôle 30% du géant français des médias et de l'édition, a cette fois-ci adopté une approche différente de la scission réalisée en 2021 pour Universal Music, dont l'impact fiscal avait été critiqué par les actionnaires. L'opération menée par le milliardaire lui permet cette fois-ci d'économiser plus de 500 millions d'euros d'impôt.

<https://edition.francesoir.fr/societe-economie/scission-de-vivendi-vincent-bollore-echappe-535-millions-d-euros-d-impots-sur-ses>

Russie.

L'Ukraine utilise les mêmes méthodes terroristes au Mali qu'en Russie, selon l'ambassadeur russe au Mali - RT 23 déc. 2024

«*Incapable de gagner sur le champ de bataille, [Volodymyr] Zelensky a décidé d'ouvrir un second front en Afrique et se plie aux exigences des groupes terroristes dans les pays amis de la Russie sur le continent. La nature terroriste du régime de Kiev devient de plus en plus évidente pour le monde entier*», a déclaré lors d'une conférence de presse de fin d'année l'ambassadeur russe au Mali et au Niger, Igor Gromyko.

Selon lui, l'implication de Kiev dans le soutien aux terroristes au Mali a été confirmée avant même la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Le diplomate russe a souligné que les actions de l'Ukraine ont été condamnées par de nombreux États africains, dont le Sénégal et le Burkina Faso. Igor Gromyko a noté que les autorités maliennes avaient averti que le fait de soutenir des terroristes sur leur territoire serait considéré comme un soutien au terrorisme international.

L'ambassadeur russe a également établi un parallèle entre les actions de l'Ukraine au Mali et les méthodes terroristes utilisées par Kiev contre la Russie. Pour illustrer les actions du régime de Kiev, il a cité l'attentat contre le lieutenant-général Igor Kirillov, commandant des troupes de protection NBC des forces armées russes, dans une explosion à Moscou le 17 décembre 2024.

Roumanie.

L'ancien président de la Roumanie refuse de quitter son poste - RT 23 déc. 2024

La Roumanie est devenue un autre pays sur la carte politique moderne du monde où le président, après l'expiration de son mandat, a refusé de quitter ses fonctions. Cette décision n'a pas été soutenue par l'élite politique roumaine qui demande sa destitution.

Klaus Iohannis, qui a exercé les fonctions de président de la Roumanie depuis 2014, a refusé de quitter son poste à l'issue de son mandat. L'ancien président a invoqué le 2e paragraphe de l'article 83 de la Constitution du pays : le président est en fonction jusqu'à ce qu'un nouveau chef d'État prête serment. «*Comment puis-je partir si la Constitution me dit que je dois rester ?*», a-t-il déclaré lors du briefing le 18 décembre.

L'élite politique roumaine n'a pas soutenu cette prise de position. Elena Lasconi, leader du parti pro-européen «*Union sauvez la Roumanie*» (qui a atteint le second tour de l'élection présidentielle, finalement annulée) a déclaré que si Klaus Iohannis «*avait une once d'honneur*», il démissionnerait et transférerait temporairement les pouvoirs au président du Sénat. Cette possibilité est prévue dans la même Constitution au cas où «*le président est suspendu ou dans l'incapacité temporaire d'exercer ses pouvoirs*». De son côté, le leader de l'«*Alliance pour l'unité des Roumains*», parti d'extrême droite, George Simion, a proposé au nouveau Parlement, dont la première session s'est tenue le 20 décembre, d'initier la destitution de Klaus Iohannis.

Les élections présidentielles en Roumanie, qui ont eu lieu le 24 novembre 2024, ont été accompagnées d'un certain nombre d'événements inattendus, et la fin du drame qui se joue dans le pays n'est pas encore en vue. La première surprise a été le fait que ce jour-là, le candidat indépendant Calin Georgescu est arrivé en tête au premier tour des élections présidentielles alors qu'il était décrit par les médias européens comme un outsider.

La deuxième surprise est venue le 6 décembre lorsque la Cour constitutionnelle de la Roumanie a annulé les résultats du premier tour et, par conséquent, a annulé le second tour. Les juges ont pris cette mesure après avoir analysé les rapports des services de renseignement sur les «*irrégularités de la campagne électorale*».

L'ancien président roumain Klaus Iohannis n'est pas le premier homme politique européen à refuser de démissionner après la fin de son mandat officiel ces derniers temps. Une situation identique s'est produite en Géorgie. Le 13 décembre, l'ancienne présidente géorgienne Salomé Zourabichvili a également refusé de quitter son poste. «*Moi, j'incarne une légitimité née d'une élection au suffrage universel et j'incarne la continuité de l'État*», avait déclaré l'ancienne présidente géorgienne, dans une interview accordée à un média public français publiée le 11 décembre. Considérant que le Parlement de son pays était «*doublement illégitime*», elle avait martelé qu'elle serait «*toujours présidente*».

L'autre exemple de ce type de comportement est l'ancien président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, dont le mandat présidentiel a expiré en mai 2024, qui continue toujours à remplir illégalement et illégitimement les fonctions de président de l'Ukraine. L'Ukraine aurait dû organiser des élections présidentielles le 31 mars 2024, mais Zelensky les a annulées. RT 23 déc. 2024

Slovaquie.

Robert Fico : ma rencontre avec Vladimir Poutine, une réponse aux menaces de Zelensky - RT 23 déc. 2024

Le Premier ministre slovaque Robert Fico a rencontré Vladimir Poutine au Kremlin pour aborder des sujets clés concernant la sécurité énergétique et les relations russo-slovaques. Cette visite, qu'il décrit comme une réponse directe aux politiques ukrainiennes, marque un pas dans sa stratégie de défense des intérêts nationaux slovaques.

Le Premier ministre slovaque Robert Fico s'est rendu à Moscou ce 22 décembre pour une visite de travail, lors de laquelle il a rencontré le président russe Vladimir Poutine. Selon les déclarations publiées par Robert Fico sur sa page Facebook, cette rencontre avait pour but principal de défendre la politique souveraine de la Slovaquie face à des décisions ukrainiennes jugées préjudiciables au pays.

Il a déclaré : «*Ma rencontre d'aujourd'hui était une réponse au président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui, lors de nos échanges, a affirmé être opposé à tout transit de gaz à travers l'Ukraine vers notre territoire.*»

Cette position, selon Fico, met en péril la sécurité énergétique de la Slovaquie et menace le fonctionnement des centrales nucléaires du pays, un enjeu qu'il a qualifié d'inacceptable. Selon le chef du gouvernement slovaque, Vladimir Poutine a réitéré la volonté de la Russie de continuer à fournir du gaz à l'Europe, notamment à la Slovaquie. Cependant, cette coopération est rendue «*presque impossible*» par les décisions ukrainiennes, notamment le refus de prolonger l'accord de transit de gaz, qui arrive à expiration le 31 décembre 2024.

Fico a également souligné que son gouvernement maintenait une position claire vis-à-vis de l'Ukraine : la suppression de l'aide militaire à Kiev et la levée des sanctions de l'Union européenne

contre la Russie. «*L'Union européenne doit reprendre un dialogue constructif avec Moscou*», a-t-il déclaré dans ses échanges avec plusieurs médias russes.